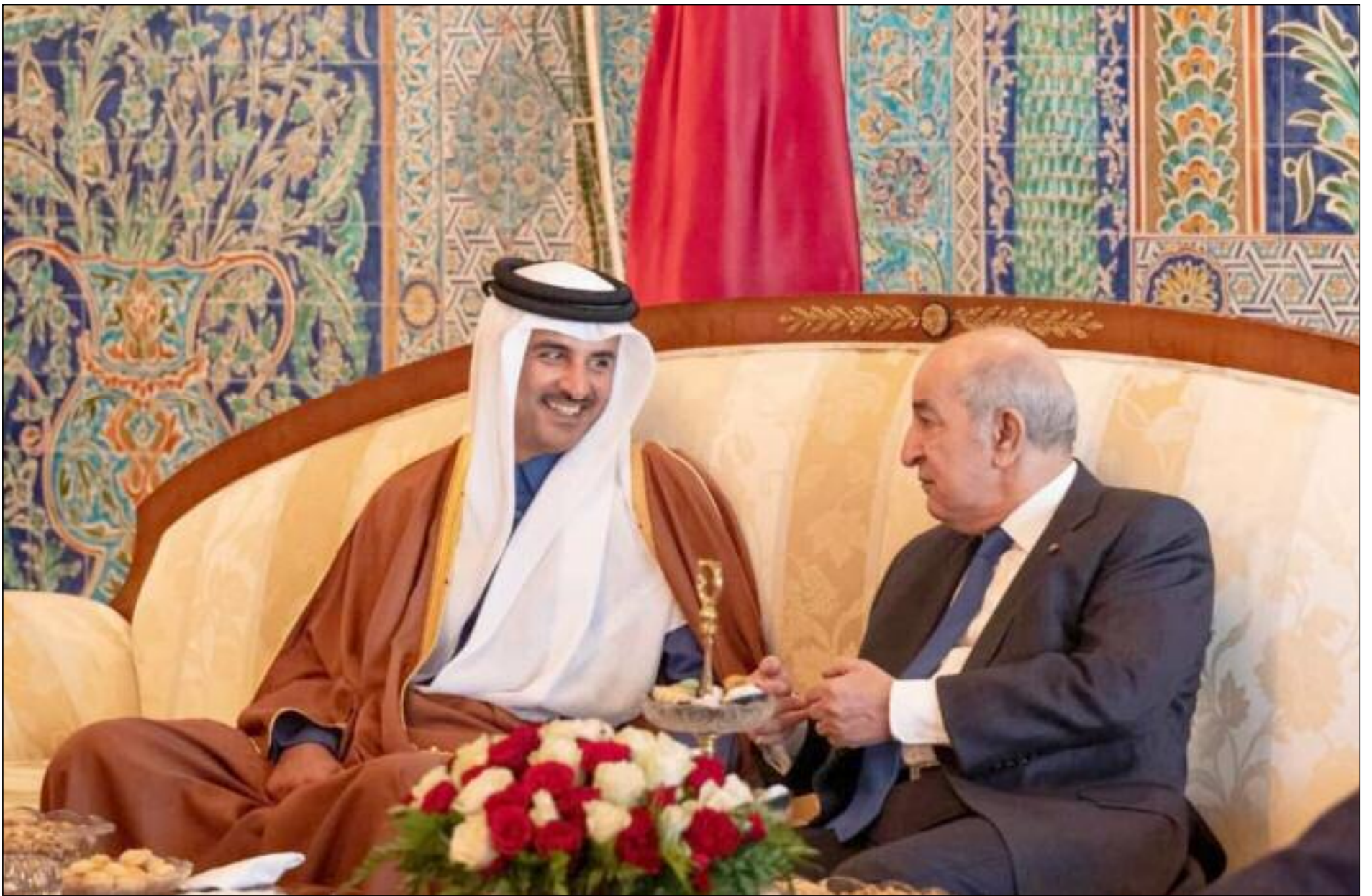




**TEBBOUNE PREND PART AU 6^{ÈME} SOMMET DES CHEFS D'ETAT
ET DE GOUVERNEMENTS DU GECF À DOHA**

La stratégie algérienne pour le gaz, une expérience à grande échelle !



© Photo : D.R

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune effectue depuis hier une visite officielle de deux jours au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. Les discussions porteront sur les mécanismes de renforcement et le développement de la coopération bilatérale dans tous les domaines entre les deux pays respectifs.

p.2

COOPÉRATION ALGÉRO-QATARIE

Des perspectives prometteuses

p.2

LE DÉCRET FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI
DE L'ALLOCATION CHÔMAGE PUBLIÉ



**ANEM : montage
des dossiers pour
les bénéficiaires
dès le 25 février**

p.3



LE MINISTÈRE
DU COMMERCE
FAIT LE POINT

**Les producteurs
appelés « baisser
leurs prix »
sur le marché**

p.3

La facture d'importation des carburants baisse de 1,7 milliard de dollars en 2021

SKIKDA

Sept terroriste éliminés et plusieurs armes de guerre récupérées

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et en continuité des efforts des Forces de l'Armée nationale populaire visant à éradiquer le phénomène du terrorisme de notre pays, sept (07) terroristes ont été éliminés lors d'une opération de ratissage menée au niveau de la forêt de « Oued Edouar », commune de Béni Zid, daïra de Collo, wilaya de Skikda. Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN) les forces de sécurité ont également réussi à récupérer six (06) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, un (01) fusil à lunette, des quantités considérables de munitions, des moyens de communication, ainsi que des vêtements, des médicaments et d'autres effets.

PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

Arkab participe à la réunion ministérielle du GECF

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, prendra part, lundi 21 février 2022 à Doha (Qatar), à la réunion ministérielle extraordinaire du Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF), sous le patronage de Saad Ben Sherida Al-Kaabi, ministre d'État aux Affaires énergétiques du Qatar a indiqué, hier, samedi 19 février 2022 un communiqué du ministère publié sur sa page Facebook.

JIJEL

Secousse tellurique de magnitude 3,9

Une secousse tellurique de magnitude de 3,9 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, hier à 00h 50 (heure locale) dans la wilaya de Jijel, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 4 km au Sud-Est d'El-Milia, précise la même source.

Tebboune prend part au 6^{ème} Sommet des chefs d'Etat et de gouvernements du GECF à Doha

La stratégie algérienne pour le gaz, une expérience à grande échelle !

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune effectue depuis hier une visite officielle de deux jours au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani.

Les discussions porteront sur les mécanismes de renforcement et le développement de la coopération bilatérale dans tous les domaines entre les deux pays respectifs. En marge de cette visite, le Président Tebboune, va également rencontrer un certain nombre de chefs d'État et de gouvernements au cours du 6^{ème} Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) qui s'ouvrira aujourd'hui à Doha, Qatar. C'est l'occasion pour discuter des mécanismes de développement la production du gaz naturel liquéfié ainsi que les infrastructures gazières qui occupent depuis des décennies une place importante dans le paysage énergétique durable. Discuter, également, de la conjoncture favorable du marché du gaz naturel liquéfié qui offre aux pays exportateurs de cette ressource l'opportunité de renforcer leur production, à l'instar de l'Algérie et le Qatar. Ce dernier a déjà entamé les négociations avec les Etats-Unis et des pays européens qui cherchent à importer du GNL du Qatar, premier producteur mondial de gaz naturel, mais dont les capacités d'approvisionnement sont atteintes depuis plusieurs mois déjà. Une aubaine pour l'Algérie et la Libye, principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce. Ces quatre pays ont déjà convenu avec la compagnie nationale des hydrocarbures d'augmenter le volume de gaz naturel à l'exportation. Sous pression depuis le début de la crise ukrainien faisant craindre une attaque imminente de ce pays par la Russie, les Européens cherchent une alternative au gaz russe et se retournent, éventuellement, vers le Qatar, l'Arabie saoudite et l'Algérie. En 2021, les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) ont augmenté de plus d'un quart en Europe, tandis que les prix du gaz ont enregistré des niveaux historiques. Ce qui offre une marge de manœuvre financière importante aux pays exportateurs de gaz pour développer leurs infrastructures de stockages et de transports qui ont toujours fait défaut. Dans cet objectif, l'Algérie



■ L'Algérie a tracé un programme d'investissement très ambitieux dans le secteur des hydrocarbures et mise sur le gaz pour renforcer sa résilience. (Photo:DR)

a procédé jeudi dernier, à la signature d'un contrat de 25 milliards de DA pour la construction d'un bac de stockage supplémentaire du GNL, ce qui l'aidera à augmenter ses réserves en la matière et faire face à tout imprévu. L'Algérie a tracé un pro-

Coopération algéro-qatarie Des perspectives prometteuses

La visite d'Etat de deux jours que le Président Abdelmadjid Tebboune a entamé hier, samedi, à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, sera sans doute l'occasion de donner une impulsion nouvelle à la coopération bilatérale entre les deux pays dans tous les domaines. Dernièrement, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra se trouvait à Doha où il a été reçu par l'Emir de l'Etat du Qatar, dans le cadre d'une visite de travail dans ce pays, en qualité d'envoyé spécial du Président Tebboune. Au cours de cette rencontre, il a été question des perspectives prometteuses de développement de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines commercial, économique et d'investissement.

Il est prévu dans ce cadre, la tenue de la prochaine session de la commission bilatérale mixte sous la présidence des chefs des gouvernements des deux pays, ainsi que l'enrichissement du cadre juridique de la coopération et du partenariat. Fait significatif : le Président Tebboune a reçu le 8 février 2022, le président du Conseil d'administration du réseau qatari "BeIN Sports" et président de Qatar Sports Investments, Nasser Al-Khelaifi. Ce dernier a décrit le climat de cette audience comme «excellent et fructueux», estimant que c'était le début de relations communes avec les sociétés BeIN Sports.

Effectivement, le réseau médiatique sportif qatari "BeIN Sports" compte ouvrir bientôt son bureau à Alger, dans le cadre du renforcement des relations bilatérales dans le domaine des sports et de l'audiovisuel dans le contexte des les préparatifs de la 19^e édition des Jeux méditerranéens prévus à Oran cet été. Plus récemment, ce jeudi, au Caire, en marge des travaux de la 32^e Conférence de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, s'est entretenu avec le président du Conseil consultatif qatari, Hassan Bin Abdullah Ghanem.

Lors de cette rencontre, les deux responsables ont évoqué «la réalité des relations exceptionnelles entre les deux pays et examiné les moyens de poursuivre les efforts visant à promouvoir la coopération bilatérale vers des perspectives prospères notamment au niveau parlementaire». Une semaine avant, le 17 février, c'est le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar qui recevait l'investisseur qatari Falah bin Jassim bin Jabr Al-Thani, ainsi que la délégation qui l'accompagnait, pour examiner les opportunités d'investissement pour les opérateurs qataris qui ont affiché leur volonté de concrétiser des investissements dans plusieurs domaines en Algérie. Selon Ahmed Zeghdar, il y a eu des partenariats algéro-qataris réussis.

gramme d'investissement très ambitieux dans le secteur des hydrocarbures et mise sur le gaz pour renforcer sa résilience. Tirer parti de ses capacités de production de gaz naturel pour aussi améliorer son bilan économique. Le Président Tebboune a toujours plaidé pour un modèle économique inclusif, résilient et surtout solidaire. Explorer de nouveaux horizons permettrait au pays, laminée par la double crise sanitaire et économique de renflouer ses caisses et augmenter ses réserves de change. L'Italie et l'Espagne qui cherchent à augmenter leurs importations de l'Algérie pourraient ouvrir, à terme, une voie vers le reste de l'Europe. L'Algérie figure parmi les principaux pays producteurs de gaz et intéresse de plus en plus les Européens et même les Etats-Unis. Par ailleurs, les pays producteurs de gaz doivent tenir compte de l'évolution du marché mondial du gaz qui connaît depuis quelques années un manque d'investissement qui a impacté la production et le rendement de ces pays. Dans son rapport annuel «Global Gas Outlook», le GECF présentera dans le détail l'évolution du marché ainsi que les perspectives à venir. Sachant que «la demande énergétique mondiale actuelle devrait augmenter de 30 % d'ici 2050 et le gaz naturel sera la seule ressource d'hydrocarbures à faire passer sa part dans le mix énergétique mondial de 23 % aujourd'hui à 27 %, faisant du gaz naturel une marchandise échangée 24 heures sur 24», selon le site officiel du GECF qui transmet en direct les travaux du 6^{ème} Sommet des

REPÈRE

**Parlements arabes
Nécessité de renforcer la solidarité entre les Etats membres**

La nécessité de renforcer la solidarité entre les parlements arabes et leur soutien aux causes intéressant les peuples de la région a été mise en avant, vendredi au Caire, à la clôture des travaux de la 32^e conférence de l'Union interparlementaire arabe (UIPA). La séance de clôture a été marquée par «l'adoption des rapports des comités permanents et la lecture du communiqué final dans lequel l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la solidarité entre les parlements arabes et leur soutien aux causes intéressant les peuples de la région et servant leurs aspirations à la paix, la sécurité, le développement, le progrès et la stabilité», a indiqué un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). La présidence de l'UIPA est passée à l'Assemblée du Royaume du Bahreïn, représentée par sa présidente Fawzia Bent Abdallah Zeinal.

chefs d'Etats et des chefs des gouvernements du GECF. Lors de cette rencontre, les dirigeants des pays exportateurs de gaz vont «interagir et échanger leur expérience, leurs points de vue, leurs informations et leur coordination sur les questions liées au gaz, telles que les développements récents, les tendances et les politiques», selon la même source. A quatre jours précédents cette réunion, l'Algérien, Mohamed Hamel, nouveau secrétaire général du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) a plaidé lors du Symposium annuel AIE-IEF-OPEP sur les perspectives énergétiques - organisé par ses parties permanentes, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le Forum international de l'énergie (IEF) et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) «en faveur de l'appétit croissant du monde en développement pour une source d'énergie abordable, plus propre et fiable». Pour rappel, le GECF compte six membres africains dont l'Algérie, l'Angola, l'Égypte, la Guinée équatoriale, la Libye et le Nigeria qui dominent la production totale de gaz en Afrique.

Samira Takharboucht

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

Le Décret fixant les conditions d'octroi de l'allocation chômage publié

ANEM : montage des dossiers pour les bénéficiaires dès le 25 février

«Tous les jeunes inscrits auprès de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) seront contactés à partir du 25 février en cours à travers une plate-forme numérique qui leur permettra de constituer des dossiers pour bénéficier de cette allocation », a indiqué, avant-hier, le ministre de l'Emploi, du travail et de la sécurité sociale, Youcef Chorfa, lors de son passage dans une émission diffusée par la Télévision algérienne.

Il a annoncé, également, que « l'allocation chômage sera versée à partir du mois de mars prochain ». Il revient dans le détail sur les modalités et les conditions d'octroi de cette aide financière destinées aux jeunes primo-demandeurs d'emplois. Pour éviter toute confusion et mettre un terme aux «fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux », le ministre a précisé que «toute personne âgée entre 19 et 40 ans, diplômée ou sans diplôme, profitera de cette allocation à condition



■ Toute personne âgée entre 19 et 40 ans, diplômée ou sans diplôme, profitera de cette allocation à condition qu'elle soit sans emploi. (Photo : D.R)

qu'elle soit sans emploi », assurant que cette «allocation sera permanente jusqu'à ce que le bénéficiaire obtienne un emploi dans le secteur privé ou public ». Pour bénéficier de cette allocation, M. Chorfa a rappelé que «le dernier Décret exécutif a fixé les conditions, les modalités et le montant de l'allocation chômage ainsi que les engagements du bénéficiaire », expliquant, dans ce sillage, que «les bénéficiaires du filet social qui relevaient du secteur de la Solidarité, bénéficieront de contrats à durée indéterminée (CDI) en attendant leur insertion dans la Fonction publique avec un salaire supérieur à 13.000 DA et d'autres avantages ». Concernant les contrats de pré-emploi, le premier responsable du secteur a indiqué que «depuis deux ans, il existe une décision portant leur insertion », évoquant deux catégories visées par cette décision, à savoir «les diplômés universitaires dont le revenu était de 15.000 DA et qui seront insérés dans leurs postes à partir de cette

année, et ceux qui percevaient 10.000 DA dont le revenu a été augmenté à 13.000 DA sur décision du président de la République et qui seront titularisés dans leurs postes ». Par ailleurs, pour bénéficier de cette aide financière dont le montant a été fixé par voie réglementaire à 13.000 DA, «le chômeur primo-demandeur d'emploi doit remplir plusieurs conditions citées dans ce Décret, à savoir être de nationalité algérienne, résidant en Algérie et âgé entre 19 et 40 ans », a indiqué le ministre, il est aussi exigé, a-t-il poursuivi, «d'être inscrit comme chômeur primo-demandeur d'emploi auprès des services de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) depuis au moins six (6) mois, ne pas disposer d'un revenu, quelle que soit sa nature, justifier sa situation vis-à-vis du Service national et ne pas être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle ». Les jeunes chômeurs ou concernés par cette allocation-chômage

peuvent consulter le dernier Décret exécutif fixant les modalités et conditions d'octroi de cette allocation pour se renseigner davantage sur les démarches à suivre. Les services de l'ANEM en relation avec les services du ministère chargé de l'Emploi se chargeront du suivi et du contrôle de ce dispositif. Prévenir en cas de fraude. D'autre part, «le bénéficiaire ne doit pas avoir déjà bénéficié de dispositifs publics de soutien à la création et à l'extension d'activités, d'aide à l'insertion professionnelle et d'aide sociale, alors que le conjoint ne doit disposer d'aucun revenu, quelle que soit sa nature «n'auront pas droit à cette allocation, a précisé le décret. Le bénéficiaire devra, toutefois, chercher du travail entre temps. Le chômeur-bénéficiaire de cette allocation doit par ailleurs se soumettre aux conditions fixées par le législateur qui a affirmé que «le maintien du bénéfice de l'allocation chômage est soumis à un nombre d'obligations, à savoir se présenter auprès des services de l'ANEM de son lieu de résidence pour la revalidation de son inscription, répondre aux convocations des services de l'ANEM, ne pas refuser deux offres d'emploi correspondant à ses qualifications et ne pas refuser une formation visant à améliorer son employabilité ». Une fois, que le bénéficiaire trouve un travail rémunéré, l'allocation chômage prendra fin, selon le législateur. Dans son article 3, le Décret stipule que «les détenus ayant purgé leur peine et ne disposant pas de revenu, bénéficieront de cette allocation». Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la réinsertion sociale de cette catégorie de la société.

Samira Takharboucht

Le ministère du Commerce fait le point

Les producteurs appelés à «baisser leurs prix» sur le marché

La hausse persistante des prix des produits de large consommation sur le marché, fait encore réagir les consommateurs qui craignent l'aggravation de la situation à quelques semaines du mois de Ramadhan. Cette flambée des prix maintenue sur certains produits alimentaires, notamment, des pâtes fait réagir le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations qui a appelé, mercredi dernier au cours d'une réunion de coordination organisée au siège du ministère avec tous les producteurs des pâtes alimentaires et leurs dérivés, «garantir l'approvisionnement régulier du marché national à des prix raisonnables». Ainsi faire suivre l'application de la directive du président de la République qui a ordonné le gel des taxes et impôts sur certains produits de large consommation, dont les pâtes alimentaires et leurs dérivés. Le Président Tebboune a aussi ré-autorisé l'OAIC de vendre de la farine aux fabricants de pâtes alimentaires à des prix subventionnés. En contrepartie, il est attendu d'eux la baisse des prix, annoncée

déjà à 50% par certains organismes. «Des orientations ont été données pour assurer un approvisionnement régulier du marché national en ces produits de large consommation, notamment suite à l'autorisation donnée aux producteurs par M. le Président de produire ces pâtes en utilisant le blé subventionné distribué par l'Office algérien des céréales aux minoteries, et ce après la hausse record des prix de ce produit au niveau des marchés internationaux», a indiqué le même communiqué. En application des directives du chef de l'Etat, le ministère a organisé des réunions de coordination avec tous les producteurs, avec lesquels, il est convenu une baisse «significative» des prix abordables, leur rappelant que ces mesures sont prises dans le cadre du soutien au pouvoir d'achat. Lors de cette réunion, «les producteurs des pâtes alimentaires et leurs dérivés ont été appelés à baisser les prix de toutes les pâtes alimentaires et leurs dérivés en vue de contribuer à la préservation du pouvoir d'achat des ci-

toyens», a indiqué le communiqué, précisant que cet appel du ministère s'inscrit «dans le cadre de la concrétisation des décisions du président de la République relatives à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens». Pour limiter le choc de l'inflation pour les consommateurs, tous les producteurs, les intermédiaires ainsi que les commerçants (concernés par le gel des taxes et impôts) doivent se conformer aux décisions du président de la République. Pour rappel, le chef de l'Etat a instruit le Gouvernement de prendre «toutes les mesures et procédures visant à faire éviter aux citoyens l'impact de la flambée vertigineuse des prix dans les marchés internationaux durant l'année en cours jusqu'à leur stabilisation». Les autorités s'efforcent depuis des mois pour calmer l'inflation, et ce, malgré un risque accru de récession. L'Etat cherche d'autre part à encourager la concurrence dans plusieurs secteurs pour diversifier la production.

Samira Tk

EXPORTATION - IMPORTATION

Cours

Hausse des prix durant les neuf mois de 2021

Les prix à l'exportation et à l'importation des marchandises, exprimés en dinars, ont connu des hausses durant les neuf premiers mois de 2021 par rapport à la même période de 2020, selon l'Office national des statistiques (ONS).

Au cours des neuf premiers mois de l'année dernière, les prix en dinar à l'exportation de marchandises, hydrocarbures compris, ont connu une hausse «remarquable» de 55,3% par rapport à la même période en 2020. Ceux à l'importation ont affiché une augmentation de 19,1% durant la même période, selon les données de l'Office. La hausse de l'Indice des valeurs unitaires (IVU) à l'exportation des marchandises (prix à l'exportation) durant les neuf premiers mois de 2021, s'explique selon l'ONS, par l'augmentation des prix des hydrocarbures, qui est de 54%, et également par une augmentation des prix des exportations des produits hors hydrocarbures (PHH) de 54,4%. S'agissant de l'évolution haussière de l'indice des prix à l'importation, l'Office a relevé que tous les groupes de produits ont connu des augmentations durant les neuf mois de 2021 et par rapport à la même période de l'année précédente.

La hausse la plus remarquable a concerné les huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale avec +67,2%, les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes avec +59,4%, les produits chimiques et produits connexes (+24,6%) et les produits alimentaires et animaux vivants avec +21,8%. D'autres groupes de produits ont également connu des augmentations de prix à l'importation. Il s'agit des articles manufacturés (+20,8%), des matières brutes non comestibles, sauf carburants (+16,8%), des articles manufacturés divers (+11,7%), les machines et matériels de transport (+8,6%), et enfin les boissons et tabacs avec (2,2%). De janvier à septembre dernier, le volume des exportations algériennes a augmenté de 14,4%, tandis que celui des importations s'est rétracté de 2,8%, a noté l'organisme des statistiques.

Les exportations de marchandises se sont élevées à 3.600,7 milliards de dinars les neuf mois de 2021 contre 2.026,2 milliards de dinars à la même période de l'année précédente, enregistrant ainsi «une forte hausse» en valeur courante de 77,7%, a détaillé l'organisme des statistiques.

Pour les importations, elles se sont élevées à 3.739,9 milliards de dinars les neuf mois de 2021 contre 3.227,9 milliards de dinars à la même période de 2020, soit une hausse de 15,9%. Ces évolutions du commerce extérieur de marchandises ont été soldées par une «importante» réduction du déficit commercial qui passe de -1.201,7 milliards de dinars durant les neuf mois de 2020 à -139,2 milliards de dinars à la même période de 2021, selon l'Office.

Agence

BRÈVE

Agriculture

Les micro-entreprises invitées à s'inscrire en ligne pour demander de bénéficier de terrains

Les services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-Entreprise ont appelé, jeudi dernier dans un communiqué, les propriétaires de micro-entreprises actives dans le domaine agricole à s'inscrire en ligne afin d'introduire une demande pour bénéficier de terres agricoles.

«Afin de permettre aux propriétaires de micro-entreprises actives dans le domaine agricole de bénéficier de terres agricoles pour mener à bien leurs activités, qui sont financées par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) et l'Agence nationale de gestion de micro-crédit (Angem), ainsi que la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), les services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-Entreprise, informent tous les propriétaires de ces micro-entreprises, qu'ils peuvent s'inscrire au lien <https://bit.ly/3LDUYVX> afin de déposer leurs demandes», précise le communiqué.

Dans un autre communiqué, les mêmes services ont également appelé les autres micro-entreprises actives dans le domaine de la vente de viande blanche et rouge (boucheries) ainsi que de sa distribution, et financées par les agences Anade et Angem ou la caisse Cnac, à s'inscrire sur le lien <https://bit.ly/3H4dCmA> afin de demander de bénéficier de la convention signée avec le Groupe "Agrolog".

Agence

L'argent des dealers L'économie secrète

Entre la contrebande, le trafic de drogue, des psychotropes, des cigarettes, de carburant et des armes, des dizaines de milliers de milliards sont générés chaque an. Une véritable économie souterraine existe au pays. La lutte acharnée à laquelle les services de sécurité mènent contre les réseaux de trafic en tous genres a déjà permis de récupérer une partie de l'argent noir.

En Algérie la contrebande rapporte quelque 10.000 milliards de centimes aux contrebandiers, tandis que le marché de la drogue rapporte chaque année près de 3.000 milliards de centimes aux trafiquants, sans parler du trafic des psychotropes qui se développe chaque année et qui engendre, à lui seul, quelques 50.000 milliards de centimes, cette économie souterraine fait vivre des milliers de trafiquants et leurs familles. De l'argent sale que les services de sécurité arrivent mal à contrôler.

Où va l'argent des dealers ? Il y a trois semaines, la Division économique et financière de la Police judiciaire de Boumerdès avait éliminé un réseau de trafic des cigarettes, son démantèlement avait permis aux enquêteurs de la Sûreté de wilaya de mettre la main sur un gros butin, 7,6 millions de paquets et tabacs de cigarettes et près d'un million d'unités de substance olfactive, cette marchandise représente une somme d'argent estimée à 400 milliards de centimes. En plus, les policiers chargés de cette affaire, ont saisis près de 3 milliards de centimes en liquide, une somme d'argent représentant les revenus des ventes des cigarettes. Cette affaire a été couronnée par l'arrestation de 12 trafiquants et la récupération de sept machines à compter les billets de banque. Cette affaire n'est qu'un exemple parmi des milliers d'autres.

La criminalité génère des milliers de milliards, elle cache une économie souterraine. Au niveau mondial, le marché de la drogue génère entre 300 et 500 milliards de dollars de bénéfice, soit le deuxième marché planétaire après les armes et bien avant le pétrole. En Algérie, le Maroc continu d'éjecter des tonnes de drogue.

Chaque année, une moyenne de 70 tonnes de drogue est saisie en Algérie, alors qu'une partie de kif traité arrive à se faufiler dans les villes du pays. En tout, cette drogue glissée génère 3.000 milliards de centimes.

Le problème pour les trafiquants c'est d'écouler cette gigantesque manne d'argent le plus souvent en liquide et de ne pas se faire repérer. Plusieurs techniques sont utilisées par les trafiquants pour faire éjecter leur montagne d'argent. Pour ça, ils ont inventé toute sorte de stratagème rusé, qu'on appelle le blanchiment d'argent.

Écouler l'argent dans l'immobilier, dans l'achat des voitures de luxe, l'achat ou la location des boutiques, des restaurants et souvent dans les boîtes de nuit et dans les lieux touristiques, les trafiquants « investissent » leurs argents sales. Plusieurs cas de figures flagrants sont à signaler. Prenons le cas du tristement célèbre baron de drogue de Saïd Hamdine, appelé « La Mama » (arrêté en 2013), où son empire d'argent est blanchi dans l'immobilier, notamment dans l'achat de somptueuses villas à Hydra, quartier chic de l'Algérois. Blanchir des sommes importantes ne pose guère de soucis pour les trafiquants qui arrivent, souvent, à ou-



■ La guerre déclarée aux barons de la drogue a porté ses fruits durant la période 2012-2018.

(Photo : DR)

vrir facilement des commerces avec les revenus des ventes des drogues. Les milliers d'enquêtes diligentées par les services de sécurité, Police et Gendarmerie, avaient souvent tombé dans ce genre d'affaires.

Les 20 barons, « La Mama » et les somptueuses villas et voitures à Alger

La guerre déclarée aux barons de la drogue a porté ses fruits durant la période 2012-2018. Une période qui a été marquée par l'arrestation de 20 barons notoires, certains étaient recherchés par les services de sécurité depuis les années 70 et 80. Parmi ces chefs de drogue figurent le baron de drogue appelé sous le sobriquet « La Mama », aujourd'hui âgé de 60 ans. Il avait été arrêté en novembre

connu sous le nom de « Baby ». « La Mama », comme on le surnomme dans le milieu de la drogue, avait recruté des jeunes filles, dont certaines âgées à peine de 18 ans. Il avait aussi épousé l'une d'elle pour qu'elle devienne sa garde rapprochée. Il s'est acquis d'une superbe villa dans un quartier huppé de Saïd-Hamdine, sur les hauteurs d'Alger, afin d'éviter les représailles des policiers, d'autant plus qu'il était recherché dans le cadre de cinq mandats d'arrêt. A ses acolytes qu'il avait rencontrés sur ces lieux, il donnait des instructions pour chaque opération de vente de cannabis. Son épouse, appelée « Soussou », avait, à maintes reprises, participé à la livraison d'importantes quantités de drogue à ses « clients ». L'arrestation des deux narco-trafiquants, qui remonte en

louizdad en 2010, et de celle remontant à 2011 lorsque les éléments de la PJ avaient traité une affaire de trafic de 5 kg de résine de cannabis, saisis à Belouizdad.

Les Peugeot 407, les 400 millions et le bel appartement d'Alger-Centre

Les grands réseaux de trafic de drogue sélectionnent souvent des endroits les plus chics du pays, là où ils investissent leur argent sale pour l'achat d'immobiliers de première classe. En Juin 2011, les éléments de la Police Judiciaire de la Division Centre de la Sûreté d'Alger ont mené une enquête sur un réseau international de trafic de cannabis qui blanchit l'argent des ventes de cannabis dans l'achat de l'immobilier en plein cœur de la capitale. Au cours de leurs investigations, les policiers avaient suivi, pendant trois mois, les activités de ce réseau international. Le but des enquêteurs c'était aussi d'arriver à l'identification du principal fournisseur, car c'est à ce niveau-là qu'il faut frapper. Au bout d'une surveillance de trois mois, les enquêteurs de la Division Centre de la SWA avaient réussi à mettre la main sur une grosse quantité de cannabis estimée à 140 kg en plein Alger-Centre. L'opération a été menée vers les coups de 20h00 du 7 juin 2011, lorsque les policiers avaient localisé trois véhicules de luxe (achetés par les revenus des ventes de drogue), conduits par quatre trafiquants. Suivant l'itinéraire emprunté par les convoyeurs de kif traité, les policiers étaient en contact permanent avec leurs collègues qui se trouvaient eux à la salle des opérations sise au siège de la Sûreté d'Alger. Au bout d'une heure de surveillance, les trois véhicules se sont arrêtés dans une ruelle à Alger-Centre pour, qu'en suite se diriger vers un appartement tout en tenant entre leurs mains des sacs noirs bourrés de cannabis. Après que les quatre trafiquants eurent rejoint l'appartement, les éléments de la Police Judiciaire avaient donné l'assaut. Ici, la récolte était qualifiée de très importante, avait exprimé un commissaire de la Sûreté d'Alger.

En effet, les policiers avaient réussi à saisir 140 kg de drogue, 400 millions de centimes (l'argent représentant les revenus de la vente de cannabis), trois véhicules de marque Peugeot 407 et l'arrestation de l'ensemble des membres de ce réseau international de trafic de stupéfiants.

Sofiane Abi

“ La criminalité génère des milliers de milliards, elle cache une économie souterraine. Au niveau mondial, le marché de la drogue génère entre 300 et 500 milliards de dollars de bénéfice, soit le deuxième marché planétaire après les armes et bien avant le pétrole. En Algérie, le Maroc continu d'éjecter des tonnes de drogue. Chaque année, une moyenne de 70 tonnes de drogue est saisie en Algérie, alors qu'une partie de kif traité arrive à se faufiler dans les villes du pays. ”

2013 par les brigades anti-stups de la Police Judiciaire (PJ) lors d'une opération ciblant une villa haut de gamme à Saïd Hamdine. Il s'agit du plus grand baron de la drogue, recherché depuis plus de cinq ans dans le cadre de plusieurs affaires liées notamment au trafic de cannabis. Un récidiviste trafiquant de cannabis, il avait déjà fait la prison durant les années 70 et 80 pour le même module de crime. L'homme, âgé de 60 ans, avait bâti un véritable empire de la drogue durant son triste parcours, en arrivant à blanchir son sale argent dans l'immobilier et l'acquisition des voitures. Originaire d'Alger, ce cerveau de la drogue était très connu des services de police avait séjourné durant les années 1990 en Europe (là où il a également blanchi son argent), avant de décider de retourner au pays pour reprendre du « service », à savoir le trafic de drogue.

A Alger, ce grand dealer recrutera des jeunes filles ainsi que son bras droit

2013, avait été exécutée par une centaine d'éléments de police à Saïd-Hamdine. Ce jour-là, « La Mama » avait fixé un rendez-vous à son bras droit appelé « Baby » pour lui remettre 30 millions de centimes, une somme qui représente les revenus de la vente de cannabis. C'est à ce moment-là que les éléments de la brigade anti-stups avaient intervenus, en interpellant, en flagrant délit, les deux dangereux trafiquants de drogue, dont le baron d'Alger. La perquisition du domicile du baron d'Alger avait également permis la récupération de 3,5 kg de cannabis. Lors de la même perquisition, l'épouse du baron, Soussou, avait tenté de jeter la drogue par l'une des fenêtres de la villa, mais c'était sans compter de la vigilance des policiers, l'épouse de « La Mama » avait été arrêtée à son tour. Le nom de « La Mama » est cité dans l'affaire des 100 kg de drogue acheminés vers Alger en 2008. Il est également derrière l'affaire des 25 kg de cannabis découverts à Be-

INFO EXPRESS

Covid-19

Réception d'équipements de protection provenant de l'UE

La Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) a réceptionné mercredi passé des aides dans le cadre du projet "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie", constituées d'équipements de protection destinés aux personnels soignants des établissements publics hospitaliers (EPH). Cette première commande de l'année 2022 a été remise par l'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, Thomas Eckert et la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Blerta Aliko, en présence du représentant du ministère des Affaires étrangères, Samir Bendrissa, de la directrice du projet au ministère de la Santé, Pr. Hadia Mansouri et de la directrice générale de la PCH, Fatima Ouakti. Ces aides, précédées par d'autres dans le cadre du projet en 2020 et 2021, sont composées de 29 millions de masques sur les 60 millions prévus par le projet avant la fin de l'année, de 1,4 million de combinaisons de protection avec cagoules et de 640.000 blouses chirurgicales. Après avoir suivi un exposé sur la gestion de la PCH, lors de sa visite au stock de l'établissement, M. Eckert s'est félicité de la mobilisation par l'UE de 43 millions d'euros pour ce projet couvrant plusieurs opérations, soulignant la poursuite des opérations de solidarité de l'UE jusqu'à la fin de l'année 2023. Il a en outre salué l'engagement de tous les acteurs sur le terrain, en dépit de la mission difficile de lutte contre cette pandémie, ce qui prouve que l'opération se déroule dans de bonnes conditions. Pour sa part, la directrice générale de la PCH a salué cette action de solidarité, soulignant que ces équipements médicaux étaient d'un grand apport pour les établissements de santé. ■

Insertion des handicapés

Les décisions de justice en braille reflètent les efforts de l'Etat

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a affirmé à Guelma, que permettre aux personnes atteintes d'handicap visuel d'obtenir des jugements de justice écrits en braille, «reflète les efforts de l'Etat pour insérer les personnes aux besoins spécifiques et faciliter leur accès aux équipements publics».

En s'enquérant, durant sa visite à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du chahid (18 février), des mesures prises par la Cour de justice de Guelma pour faciliter l'accès aux services du secteur aux personnes aux besoins spécifiques, Mme Krikou a relevé que de grands efforts sont consentis par tous les secteurs en faveur de l'insertion sociale des handicapés, à leur tête celui de la justice qui a accordé plusieurs facilités à cette catégorie, notamment la possibilité d'obtenir des décisions de justice en braille. La ministre a appelé sur place les personnes atteintes d'handicap visuel à contri-



buer à diffuser et transmettre cette information à cette catégorie de personnes aux besoins spécifiques au sujet de la possibilité d'obtenir les jugements et les décisions de justice en braille auprès de toutes les Cours de justice et de tous les tribunaux du pays.

Elle a également salué les autres mesures prises par le secteur de la justice à l'intention des personnes aux besoins spécifiques, dont l'aménagement de passages pour handicapés moteurs et des gui-

chets, rappelant que la coordination entre son secteur et celui de la justice a permis de former des fonctionnaires de la justice au langage des sourds-muets. Mme Krikou a souligné également que ses visites au niveau de structures publiques à travers le pays, dont ceux de la justice et de la Poste et des télécommunications «renseignent sur les efforts consentis par les divers secteurs en faveur de l'insertion sociale des personnes aux besoins spécifiques».

Sahel

La France et ses partenaires officialisent leur retrait militaire du Mali

La France et ses partenaires européens ont officialisé, jeudi dernier, leur retrait militaire du Mali au terme de neuf ans de présence dans la région du Sahel.

«Le Canada et les Etats européens opérant aux côtés de l'opération (française) Barkhane et au sein de la Task Force Takuba estiment que les conditions ne sont plus réunies pour poursuivre efficacement leur engagement militaire actuel dans la lutte contre

le terrorisme au Mali et ont donc décidé d'entamer le retrait coordonné du territoire malien de leurs moyens militaires respectifs dédiés à ces opérations», soulignent-ils dans une déclaration conjointe. Paris et ses partenaires souhaitent toutefois «rester engagés dans la région» sahélienne et «étendre leur soutien aux pays voisins du Golfe de Guinée et d'Afrique de l'Ouest» pour contenir la menace terroriste.

Les «paramètres» de cette réorganisation seront arrêtés «d'ici juin 2022». Quelque 25.000 hommes sont actuellement déployés au Sahel, dont environ 4.300 Français (2.400 au Mali dans le cadre de Barkhane), selon l'Elysée. Le pays accueille aussi 15.000 soldats de l'ONU au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma). ■

INFO EXPRESS

Médias

«BeIN Sports» aura bientôt son bureau à Alger

Le réseau médiatique sportif qatari «BeIN Sports» ouvrira bientôt son bureau à Alger, dans le cadre du renforcement des relations bilatérales dans le domaine des sports et de l'audiovisuel en concomitance avec les préparatifs en cours de la 19^e édition des Jeux méditerranéens prévus à Oran cet été. Pour rappel, le président du Conseil d'administration du réseau qatari «BeIN Sports» et président de Qatar Sports Investments, M. Nasser Al-Khelaifi avait été reçu le 8 février par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. «J'ai été honoré de rencontrer le président de la République dans un climat excellent et fructueux. Si Dieu le veut ça sera le début de relations communes avec les sociétés BeIN Sports», avait déclaré M. Nasser Al-Khelaifi à l'issue de l'audience. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a entamé, depuis hier, une visite d'Etat de deux jours au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, indique un communiqué de la Présidence de la République. Cette visite, «s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations fraternelles entre les deux peuples frères et de la promotion de la coopération bilatérale, en consécration des relations solides et séculaires unissant les deux peuples et les dirigeants des deux pays», souligne le communiqué. ■

Tizi-Ouzou

Décès de l'ancien moudjahid Boussad Ouyed

L'ancien moudjahid, durant la Guerre de libération nationale, Boussad Ouyed, est décédé chez lui à Tizi-Ouzou, dans la soirée de jeudi, à l'âge de 83 ans, a-t-on appris, vendredi, de la direction locale des moudjahidines. Le défunt, surnommé l'Ange Blanc, durant la Révolution, était membre de la fédération de France du Front de libération nationale (wilaya VII historique), selon la même source. Le wali de Tizi-Ouzou, Djilali Doumi, s'est rendu, vendredi, au domicile mortuaire, pour présenter ses condoléances à la famille du moudjahid disparu, rendant hommage à «un symbole de la Guerre de libération nationale qui a consacré sa vie pour l'Algérie», a-t-il dit tout en s'inclinant à la mémoire des Chouhada à l'occasion de leur Journée nationale commémorée ce vendredi. L'enterrement a eu lieu au cimetière du village Ait Abdelmoumene dans la commune de Tizi Ntlata, région natale du moudjahid disparu. ■

Les British Muslim Awards 2022

Le haut potentiel des musulmans britanniques mis à l'honneur

Jeudi 24 février, à Manchester, la façade du prestigieux British Muslim Heritage Centre s'éclairera aux couleurs de la 9^{ème} édition d'une soirée de gala. Devant ses marches, un long tapis rouge sera déroulé pour accueillir des convives triés sur le volet, parmi lesquels figureront des heureux lauréats : les grands gagnants des British Muslim Awards 2022. Orchestrée en coulisses par Irfan Younis, le P-dg d'Oceanic Consulting et véritable âme de l'opération, cette cérémonie de remise des prix qui, depuis 2013, met à l'honneur la fine fleur de la communauté musulmane britannique, dans tous les domaines, s'annonce des plus prometteuses. A l'aune d'une sélection de haute volée. «La communauté musulmane britannique est une

communauté très entreprenante, inventive et compétente, qui s'illustre dans de nombreux secteurs d'activité, et dont il faut célébrer les formidables réalisations et les réussites !», s'enthousiasme Irfan Younis, le créateur et maître d'oeuvre des British Muslim Awards, dont la propre success story inspire nombre de ses coreligionnaires. Cette année encore, le patron d'Oceanic Consulting, la société phare de récompenses ethniques Outre-Manche, est aux manettes de ce grand événement, désormais incontournable. Un événement, riche en émotions et en applaudissements nourris, au cours duquel seront distinguées plus d'une trentaine de personnalités musulmanes remarquables, parmi les plus accomplies, méritantes

et talentueuses du Royaume, sur les 300 qui étaient en lice. «La communauté musulmane britannique constitue un extraordinaire vivier de talents et de compétences, à la fois dans le monde des affaires, de l'éducation, des sciences, de la culture, de la médecine, du sport, des arts, des oeuvres de bienfaisance et de la défense des religions, qu'il faut absolument saluer, promouvoir, encourager à se développer et à se diversifier davantage encore. Du fond du coeur, je souhaite le meilleur à tous les finalistes !», a déclaré avec exaltation Irfan Younis. Une exaltation des plus communicatives, car tout le monde sait pertinemment que c'est la communauté musulmane britannique, dans sa pluralité rayonnante, qui a déjà gagné ! ■

Demande d'aide financière

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulancier) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

Allah Le Tout-Puissant vous le rendra.

MOB : 07 82 51 96 83

Demande d'aide financière

Dame cancéreuse, démunie, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin d'effectuer des examens médicaux (échographie analyses, etc.)

MOB : 05 59 31 19 67.

RUSSIE/CHINE : Un échange commercial de 200 milliards de dollars par an

Les relations solides russo-chinoises orientées vers le futur

Dans un article publié sur le site du Kremlin en février 2022, le Président russe Poutine a exposé les points forts des relations russo-chinoises, qui continuent de se renforcer, dont l'approche commune des problèmes internationaux.



La Russie et la Chine s'inscrivent également dans une alliance énergétique mutuellement avantageuse.

Il a aussi fait état d'échanges commerciaux records et de nombreux projets économiques, énergétiques et spatiaux en cours. La veille de l'ouverture des Jeux olympiques à Pékin Vladimir Poutine, qui compte y assister, s'est prononcé sur le renforcement des relations politiques, économiques et commerciales de la Russie et de la Chine. L'article publié est intitulé «La Russie et la Chine: un partenariat stratégique orienté vers le futur». «Nos pays jouent actuellement un rôle important et stabilisant pour la situation internationale, qui est loin d'être simple, et contribuent aux processus de démocratisation du système des relations intergouvernementales pour le rendre juste et inclusif», dit-il. Moscou et Pékin mènent également un travail conjoint pour renforcer le rôle de l'ONU sur la scène internationale et éviter l'affaiblissement du système juridique international. Les relations russo-chinoises sont basées sur les principes définis par le Traité d'amitié et de coopération, en vigueur depuis 2001. «Ce sont, avant tout, l'égalité, la prise en compte des intérêts mutuels, l'absence de conjoncture politique et idéologique et de vestiges du passé. Partant justement de ces principes, nous renforçons le dialogue politique, d'année en année, dans l'esprit de continuité», a ajouté le Président Russe cité par le Kremlin. «Les deux pays participent activement au sein des BRICS notamment l'organisation regroupant la Russie, la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud et de l'Organisation de coopé-

ration de Shanghai à savoir Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan», poursuit Vladimir Poutine. En 2021, les échanges commerciaux ont augmenté, battant le record de 140 milliards de dollars. D'un pas sûr, les deux pays se rapprochent de leur objectif de 200 milliards de dollars par an. Plus de 60 projets, pour une valeur totale de 120 milliards de dollars, se trouvent dans le portefeuille de la commission intergouvernementale d'investissements, a-t-il noté. La Russie et la Chine s'ins-

crivent également dans une alliance énergétique mutuellement avantageuse, dont l'un des projets phares est la construction de quatre blocs énergétiques par Rosatom pour des centrales nucléaires chinoises, ainsi que la livraison d'hydrocarbures russes. Afin de réduire l'impact des sanctions unilatérales imposées par d'autres pays, Moscou et Pékin augmentent le nombre de transactions en devises nationales. Ils partagent aussi des points de vue semblables sur les questions

de commerce international, se prononçant en faveur de la conservation de son système ouvert, transparent, multilatéral et non discriminatoire, fondé sur les principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'agit entre autres de l'initiative russe proposée en mars 2020 de mettre en place des initiatives commerciales, exonérés de toutes les sanctions et des entraves politiques et administratives. Le partenariat peut se développer dans les sphères des communications, de la médecine et de l'exploration de l'espace, par exemple avec l'application de systèmes russes de navigation et la construction de la station de recherche lunaire internationale explique le Président russe. Annoncé en mars 2021 par les deux pays, ce projet spatial devrait être réalisé entre 2031 et 2035, annonce-t-on.

Oki Faouzi

Le gouvernement malien ordonne le retrait sans délai des forces Barkhane et Takuba du territoire national

Le gouvernement malien a invité, vendredi, les Autorités françaises, à retirer sans délai, les forces Barkhane et Takuba du territoire national sous la supervision des autorités dans un communiqué publié vendredi et consulté par l'Agence Anadolu. «Le gouvernement du Mali prend acte de la décision unilatérale des autorités françaises de procéder au retrait des forces militaires de Barkhane et de Takuba en violation des accords liant la France et le Mali impliquant d'autres partenaires», souligne le communiqué. La France et ses alliés ont annoncé, jeudi, le retrait des forces Barkhane et Takuba du territoire malien dans un délai compris entre 4 à 6 mois. «Cette décision fait suite aux annonces également unilatérales de la France, le 3 juin 2021, de la suspension des opérations conjointes avec les Forces armées maliennes et le 10 juin 2021 de la fin de l'opération Barkhane, sans préavis et sans consultation préalable de la part malienne «rappelle le gouvernement malien». Et d'ajouter que «ces décisions unilatérales constituent des violations flagrantes du cadre juridique liant la France et le Mali». «Au regard de ces manquements répétés des accords de défense, le gouvernement invite les autorités françaises à retirer, sans délai, les forces Barkhane et Takuba du territoire national, sous la supervision des autorités maliennes», a expliqué le colonel Abdoulaye Maiga porte-parole du gouvernement. «Le gouvernement rappelle que par rapport aux résultats attendus, les résultats obtenus et annoncés officiellement par les Autorités françaises, n'ont pas été satisfaits, ni en 2013 avec l'opération Serval (détruire le terrorisme, restaurer l'autorité de l'Etat malien sur l'ensemble du territoire national, faire appliquer les résolutions

de l'ONU) ni en 2016 avec l'Opération Barkhane (lutter contre le terrorisme, aider à faire monter l'Armée malienne en puissance, intervenir en faveur des populations)»; «Malgré la présence de l'Opération Barkhane et des forces internationales, de 2013 à 2021, le Mali a risqué la partition et la menace terroriste initialement localisée au Nord du Mali, s'est répandue sur l'ensemble du territoire national «regrette encore le colonel Abdoulaye Maiga porte-parole du gouvernement». «Contrairement aux allégations relatives à la dégradation de la situation sécuritaire, les autorités de la transition, dans l'exercice de leur droit souverain, ont entrepris des actions volontaristes pour diversifier les partenariats, consenti d'énormes efforts, permettant ainsi la montée en puissance des forces armées maliennes et l'amélioration significative de la situation sécuritaire sur le terrain, depuis 6 mois, notamment, en vue de créer les conditions de la tenue d'élections», a-t-il exprimé. «En outre, pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel, le gouvernement du Mali a mis en place un mécanisme de concertation visant à adopter un chronogramme consensuel, en rapport avec la CEDEAO, l'UA, l'ONU et certains pays de la région», note le colonel Abdoulaye Maiga. «En outre, pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Le gouvernement a, enfin, appelé les forces armées et de sécurité nationales à plus d'engagement, de vigilance et de détermination dans l'accomplissement de leurs missions de défense de l'intégrité territoriale et de sécurisation des personnes et des biens. ■

Albanie

La Cour constitutionnelle contre la destitution du Président

La Cour constitutionnelle d'Albanie s'est prononcée contre la décision du Parlement demandant la destitution du président Ilir Meta, accusé d'avoir violé la Constitution en participant à une campagne électorale en avril alors qu'il était censé être neutre. «La Cour a abrogé la décision du Parlement (concernant le Président), les faits présentés ne constituent pas une violation de la Constitution», selon un communiqué de la Cour constitutionnelle diffusé jeudi à Tirana. En juin dernier, le Parlement albanais avait voté, avec 104 voix pour sur 121 députés, la destitution de M. Meta après une enquête parlementaire, conduite par un groupe de députés de la majorité socialiste sur le comportement du Président dans la campagne électorale pour les législatives du 25 avril. Les socialistes avaient accusé Ilir Meta «d'avoir violé 16 articles de la Constitution» en «s'engageant ouvertement lors des élections législatives du 25 avril en faveur de l'opposition». Selon eux,

il devait en conséquence «être démis de ses fonctions». Le Président a aussitôt qualifié ce vote de «décision anticonstitutionnelle et ridicule», accusant les socialistes «de vouloir cacher par cet acte les fraudes électorales lors du scrutin». Lors des dernières élections législatives, le parti socialiste avait remporté 74 des 140 sièges du Parlement ce qui lui a permis d'obtenir un troisième mandat de quatre ans à la tête du gouvernement albanais. Ilir Meta, qui exerce depuis 2017 les fonctions principalement honorifiques de chef de l'Etat, avait, au cours de la campagne électorale, échangé des piques avec le Premier ministre Edi Rama, dont le Parti socialiste a remporté les législatives. Le mandat d'Ilir Meta, 55 ans, expire le 24 juillet 2022. Ancien Premier ministre et membre du Parti socialiste, M. Meta avait quitté cette formation en 2004 pour former le Mouvement socialiste d'intégration, un petit parti en opposition avec les socialistes d'Edi Rama. ■

Maroc

Appels à des manifestations sur le territoire marocain aujourd'hui

L'Association marocaine des droits de l'Homme a appelé à participer à des manifestations aujourd'hui prochain dans toutes les régions du pays, en réponse à l'appel du Front social marocain, à l'occasion de la Journée internationale de la justice sociale. La plus grande association de défense des droits de l'Homme au Maroc a signalé que la Journée internationale de la justice sociale intervient «au moment où notre pays connaît de sérieuses régressions, que ce soit en termes de droits économiques, sociaux, environnementaux, ou de droits civils et politiques». L'association a exprimé, à cette occasion, son soutien aux mouvements sociaux dans leur lutte pour le droit à une vie décente, critiquant «l'exploitation par l'Etat de la pandémie du Covid-19 (...) pour contrôler l'espace public dans un climat social marqué par des actions de protestations». L'association a appelé toutes les branches à participer à toutes les initiatives de lutte aux niveaux local, régional et national, en organisant aujourd'hui prochain des rassemble-

ments dans plusieurs localités à la même heure. Des manifestations ont eu lieu, jeudi, à Jerada (Nord-Est du Maroc) contre la pauvreté et la fermeture des compteurs d'eau et d'électricité appartenant à certains citoyens démunis, ont rapporté vendredi des médias locaux. Selon des médias marocains, des centaines d'habitants de l'ancienne ville minière de Jerada sont sortis dans la rue pour protester contre la hausse des prix des produits de première nécessité. Les manifestants ont parcouru les quartiers et les rues de la ville pour dénoncer la fermeture des compteurs d'eau et d'électricité des citoyens pauvres ne pouvant s'acquitter de leurs factures. Sur des vidéos relayées on pouvait voir des manifestants scander des slogans appelant notamment au départ du gouvernement Akhannouch et à la fin de l'injustice. Parallèlement à ces manifestations, des dizaines de commerçants ont procédé à la fermeture de leurs magasins pour exprimer leur ras-le-bol des conditions socio-économiques dans la région. ■

contribution

Economie

Quels impacts, sans de profondes réformes et la stabilisation de la cotation du dinar, du blocage de certaines taxes sur le niveau de l'inflation et le pouvoir d'achat ?

Le caractère social de l'Etat ne doit pas reposer sur la rente des hydrocarbures et de versements de salaires ou de subventions sans contreparties productives mais sur le travail et l'intelligence pour un développement durable conciliant l'efficacité économique et une profonde justice sociale à laquelle je suis profondément attaché. On en peut comprendre le processus d'inflation et donc sa maîtrise, sans le replacer dans le cadre des mutations mondiales et du cadre macro économique et macro social interne.

Troisièmement, quant à l'évolution de l'inflation taux officiel, de la période de 2000 à 2021, nous avons selon le site international financier Index Mundi – 2000, 2,0% – 2001, 3,0% – 2002, 3,0% – 2003, 3,5% – 2004, 3,1% – 2005, 1,9% – 2006, 3,0% – 2007, 3,5% – 2008, 4,5% – 2009, 5,7%, – 2010, 5,0% – 2011, 4,5% – 2012, 8,9% (après les augmentations de salaires) – 2013, 3,9% – 2014, 2,9% – 2015, 4,2% – 2016, 5,9% – 2017, 5,6% – 2018, 5,6% – 2019, 5,6%, - 2020, 2,4% - 2021 4,2%. Les prévisions de la loi finances 2022 donne un .taux d'inflation 3,7% et selon la banque d'Algérie, par rapport au même mois de l'année précédente, l'inflation globale s'est accélérée de 5,96 point de pourcentage en une année pour atteindre 9,2 % en octobre 2021.

3.- La raison essentielle de l'inflation dépend de plusieurs facteurs interdépendants : de facteurs externes avec le retour de l'inflation au niveau mondial , dont le prix international des produits importés. La sécurité alimentaire mondiale étant posée, les prix des produits agricoles connaissent un niveau record et, selon la FAO, l'augmentation des prix s'est établie en moyenne à 127,1 points en mai 2021, soit 39,7% de plus qu'en mai 2020, où le prix des oléagineux a plus que doublé ; mais également de facteurs internes dont la faiblesse de la production et de la productivité interne, de la non-proportionnalité entre les dépenses monétaires et leur impact renvoyant à la corruption via les surfacturations ; de la déthésaurisation des ménages qui mettent face à la détérioration de leur pouvoir d'achat des montants importants sur le marché, alimentant l'inflation, plaçant leur capital-argent

dans l'immobilier, l'achat d'or ou de devises fortes pour se prémunir contre l'inflation ; de la dévaluation rampante du dinar; de la dominance de la sphère informelle produit des dysfonctionnements des appareils de l'Etat où existent des liens dialectiques entre cette sphère et la logique rentière, avec des situations oligopolistiques de rente., cette sphère alignant le prix des biens sur la cotation de la devise du marché parallèle, pour les produits importés, contrôlant les segments des fruits/légumes, poissons/viandes, textile/cuir et bon nombre d'autres produits importés qui connaissent un déséquilibre offre/demande et enfin aux restrictions drastiques des importations par une gestion administrative , sans ciblage qui ont paralysé la majorité de l'appareil de production. Tous ces facteurs renvoient à la faiblesse de la gouvernance et il s'agit de ne pas renouveler les erreurs du passé pour le déblocage de certains projets sans des audits sérieux. Comment ne pas rappeler que l'Algérie a engrangé plus de 1150 milliards de dollars en devises entre 2000 et 2021, avec une importation de biens et services, toujours en devises, de plus de 1055 milliards de dollars (le solde des réserves de change au 31/12/2021 étant d'environ 44 milliards de dollars) pour un taux de croissance dérisoire de 2-3 % en moyenne, alors qu'il aurait dû se situer entre 9-10 %. La loi de finances de 2022 prévoit une croissance de 3,3 % contre 3,4 % en 2021. Mais un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente : un taux élevé en T2 par rapport à un taux faible en T1 donne un taux relativement faible. Le déficit budgétaire prévu est d'environ 4 175 milliards de dinars , au cours au moment de l'élaboration de la loi de finances 137 dinars un dollar , un dollar, 30,50 milliards de dollars, 8 milliards de dollars de plus qu'en 2021.

L'Algérie, selon le rapport de l'OCDE, dépense deux fois plus pour avoir deux fois moins d'impact en référence aux pays similaires, renvoyant à la mauvaise allocation des ressources. Selon le Premier ministre, l'assainissement des entreprises publiques a coûté au Trésor public environ 250 milliards de dollars ces trente dernières années, et plus de 90% d'entre elles sont revenues à la case de départ, outre 65 milliards de dollars de réévaluation, ces dix dernières années, faute de maîtrise de la gestion des projets. Selon le rapport du FMI publié fin décembre 2021, les exportations ont atteint, en 2021, 37,1 milliards de dollars (32,6 pour les hydrocarbures et 4,5 hors hydrocarbures) . Quant aux importations, en attendant le bilan officiel du gouvernement, selon le FMI elles auraient atteint 46,3 milliards de dollars , 38,2 milliards de biens et une sortie de devises de 8,1 milliards de services contre 10 à 11 entre 2010 et 2019. L'Algérie, selon le FMI, fonctionne, entre budget de fonctionnement et d'équipement, à plus de 137 dollars en 2021 et à plus de 150 pour 2022, malgré toutes les restrictions qui ont paralysé l'appareil de production avec des impacts inflationnistes. Se pose la question : la population dépasse 45 millions en janvier 2022 avec une population active de plus de 12 millions, nous assistons à une décroissance du PIB qui est passé de 180 milliards de dollars à prix courants en



2018, 171 en 2019 et à 160 milliards de dollars fin 2020, 153 milliards de dollars en 2021. Si par hypothèse, uniquement pour la partie devises. on avait amélioré la gestion pour 10% sans compter la dépense pour la partie dinars où existent des surfacturations, du fait de la non-maîtrise des circuits et des marchés internationaux (fluctuations boursières) et si on avait réduit de 10% les surfacturations, l'Algérie aurait économisé environ 210 milliards de dollars en 2020/2021, plus de quatre fois les réserves de changes actuelles.

En conclusion, les mesures annoncées ne doivent pas accroître le déficit budgétaire qui accroît l'inflation et c'est une loi universelle et dans ce cas leurs impacts sera limité sur le niveau du pouvoir d'achat car tout déficit budgétaire accroît l'inflation et c'est une loi universelle. Comme effet, la non maîtrise de l'inflation a pour conséquence l'accélération du divorce Etat/citoyens. Outre les factures d'électricité et d'eau, du loyer, on peut se demander comment un ménage qui gagne entre 30 000 et 50 000 DA peut survivre, s'il vit seul, en dehors de la cellule familiale qui, par le passé, grâce au revenu familial, servait de tampon social ? Mais attention à la vision populiste: doubler les salaires sans contrepartie productive entraînerait une dérive inflationniste, un taux supérieur à 20% qui pénaliserait les couches les plus défavorisées, l'inflation jouant comme redistribution au profit des revenus spéculatifs. L'action louable au profit des zones d'ombre serait un épiphénomène face à la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité de la société. D'où l'importance de la rationalisation des choix budgétaires où l'Etat doit donner l'exemple en réduisant son train de vie. Cette méfiance du citoyen envers les discours officiels est accentuée par l'effritement du système de la communication officielle, devant mettre fin à certains discours qui jouent comme facteur de démobilisation. Comment ne pas se rappeler cette image de la télévision algérienne à la fin des années 1987 et après la grande pénurie, à l'ENTV, où un ministre algérien avançait avec assurance que le marché était saturé selon les données en sa possession, la présentatrice lui rétorquant s'il a fait un jour le marché et que la population algérienne ne mangeait pas les chiffres; vers les années 2004, où, à une question sur le taux de chômage, un ministre affir-

mer que les enquêtes donnent moins de 10% et qu'un journaliste lui répliqua : êtes-vous sûr de vos données ? Oui, répond le ministre. Ce à quoi le journaliste répliqua sous l'œil amusé de la présentatrice, non convaincue d'ailleurs, qu'il irait faire un tour dans les quartiers Algérie et qu'il dirait aux chômeurs que dorénavant leur appellation n'est plus chômeur mais travaille et la déclaration d'un ministre en 2011 à l'ENTV, en Algérie, il n'y a pas de pauvres mais des nécessiteux», quelle différence ? Et récemment en mars 2021, que l'inflation est maîtrisée, que la relance économique améliorera la cotation du dinar, alors que la population impuissante assiste à l'effet inverse. Le véritable patriotisme des Algériens se mesurera par leurs contributions à la valeur ajoutée interne. Du fait des tensions budgétaires, de l'accroissement du taux de chômage et du retour de l'inflation avec la détérioration du pouvoir d'achat, s'impose la relance économique pour 2022, un large front national tenant compte des différentes sensibilités et un discours de vérité pour un sacrifice partagé, la lutte contre le terrorisme bureaucratique, éviter l'instabilité juridique et monétaire et la corruption qui étouffent les énergies créatrices. Car sans le retour à la confiance, renvoyant au Politique, aucun développement n'est possible. On ne décrète pas la création d'entreprises facteur de création d'emplois, ne devant pas confondre le tout Etat (solution de facilité des bureaucraties en panne d'imagination) avec l'importance de l'Etat régulateur stratégique en économie de marché. Devant tenir tenant compte de l'innovation destructrice, en ce monde turbulent et instable pour reprendre l'expression du grand économiste Joseph Schumpeter, force est de reconnaître qu' existe un important décalage entre la réalité et les importantes potentialités de l'Algérie, acteur stratégique de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine (Interview au niveau international- in American Herald Tribune USA 28/12/2016, Pr A. Mebtoul «Any Destabilization of Algeria would Geo-strategic Repercussions on all Mediterranean and African Space» et Pr A. Mebtoul, «Algeria Still Faces Significant Challenges, 11 août 2018 et 10 septembre 2021 Africapresse Paris « les axes de sortie de crise

Dr Abderrahmane Mebtoul professeur des universités, expert international
(Suite et fin)

INFO EXPRESS

Relizane Saisie de 1.044 comprimés et cinq individus arrêtés

Selon un communiqué émanant de la cellule de communication auprès de la Sûreté de wilaya de Relizane, une bande de malfaiteurs spécialisée dans la vente des stupéfiants vient d'être neutralisée. En effet, les éléments de la brigade de la lutte antistupéfiants relevant de la Sûreté de wilaya de Relizane ont réussi, hier, à saisir 1.044 comprimés psychotropes, une quantité de kif traité, ainsi que des armes prohibées et l'arrestation de cinq individus parmi-eux deux femmes. Le commissaire de police, Beldjilali Mohamed, chargé de la cellule de communication à la direction de la sûreté de wilaya, a indiqué que grâce à l'exploitation d'informations faisant état de la présence de deux individus suspects tentant de faire écouler une quantité de comprimés psychotropes dans le but de sa commercialisation, a permis leur arrestation dans un quartier de la ville de Relizane, et la saisie de 870 comprimés de psychotropes soigneusement dissimulée en possession de ces derniers plus une somme d'argent estimée à 46.000 DA, probablement de la vente des psychotropes ajoute notre interlocuteur. Les investigations diligentes par les enquêteurs chargés de cette affaire, a permis l'arrestation de trois autres individus dont deux femmes, où l'une d'elle était en possession de 174 comprimés de psychotropes et 20,7 grammes de kif de cannabis préparés pour la vente ainsi que de trois grands couteaux, ajoute notre interlocuteur.

Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des mis en cause, ces derniers sont poursuivis pour «détention et commercialisation de kif, et psychotropes ainsi que des armes de la sixième génération sans autorisation ajoute ledit communiqué».

N. Malik

Journée du Chahid Diverses activités organisées dans l'Est du pays

L'ouvrage «Témoignages sur le parcours des chouhada Tayeb Bertela et son fils Mesbah», présenté jeudi à Batna, relate les circonstances dans lesquelles ces héros ont rejoint la lutte armée contre l'occupant français jusqu'à leur mort au champ d'honneur.

La commémoration de la 33^{ème} Journée nationale du Chahid a donné lieu, vendredi, à diverses activités à travers les wilayas de l'Est du pays notamment la réinhumation de restes de chouhada, des expositions de photographies et la mise en service de projets de raccordement au réseau de gaz naturel. Dans la wilaya de Constantine, les autorités locales, accompagnées de membres de la famille révolutionnaire, se sont recueillies au cimetière des Chouhada du 7^{ème} km à la mémoire des martyrs de la Révolution libératrice et évoqué leurs glorieuses actions. La Maison de la culture Malek-Haddad a, par ailleurs, abrité jeudi une exposition historique et une autre dédiée à la bande dessinée consacrée aux Chouhada, en plus de la présentation d'un spectacle de théâtre sur l'exécution du chahid Ahmed-Zabana et des chants patriotiques entonnés par l'ensemble vocal de cet établissement culturel sous la direction de l'artiste Abdeldjalil Akhrouf. La wilaya deTébessa a accueilli, pour sa part, les festivités officielles de la Journée nationale du Chahid présidées par le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Laid Rebigua, accompagné du ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed,



en présence du secrétaire général de l'ONEM, Khelfa Mebarek, des autorités locales et la famille révolutionnaire. Au cimetière des Chouhada d'Ain Zerrouk du chef-lieu, cette délégation a lu la Fatiha du Saint Coran et déposé une gerbe de fleurs en leur mémoire. Invité d'une émission de la radio locale de Tébessa, M. Rebigua a affirmé que son département ministériel veille en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, par le truchement des walis et des Assemblées populaires communales, à réhabiliter les cimetières des Chouhada du pays qui constituent des «preuves vivantes des pratiques répressives et de l'horreur du colonialisme

français». Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, accompagné du ministre de l'Education nationale et du secrétaire général de l'ONEM a également présidé, jeudi dans cette wilaya, la cérémonie de réinhumation des restes de six Chouhada dans les communes de Chréa et Tlidjene, en plus de la mise en service de plusieurs projets. L'Université Larbi-Tebessa a, de son côté, organisé une conférence historique en cette même occasion.

A Annaba, les autorités de la wilaya ont procédé à la réinhumation du Chahid Ahmed Fefeli au cimetière des martyrs de la commune d'Oued El Aneb, en plus de plusieurs expositions de photos de Chouhada organisées sur le Cour de la Révolution de la ville d'Annaba et sur les places publiques des communes de la wilaya.

La direction locale de la Culture et des arts de cette wilaya a organisé en outre une visite au centre de torture d'Oued El Aneb au profit des jeunes et de citoyens qui ont reçu des informations sur les pratiques perpétrées par les forces de l'occupant pour tenter de briser la volonté des héros de la Révolution libératrice. Une fresque dédiée aux héros de la Révolution de libération a été inaugurée à l'occasion dans cette même commune.

A Oum El-Bouaghi, 44 foyers de la commune d'Ain Zitoune ont été raccordés au

réseau de distribution de gaz naturel. Le wali, Zineddine Tibourtine, qui a présidé la cérémonie de raccordement du groupement de 50 logements ruraux de la localité de Draa Tefza, a écouté les préoccupations des citoyens relatives à l'aménagement extérieur de cette agglomération Auparavant, le wali a donné, au stade Zerdani-Hassouna du chef-lieu, le coup d'envoi d'un tournoi de football organisé par le club Sidi R'ghis et l'APC d'Oum El-Bouaghi avec la participation de l'Académie de football (moins de 13 ans) et de 12 clubs de plusieurs wilayas.

De leur côté, les autorités civiles et militaires de la wilaya de Skikda accompagnées de la famille révolutionnaire se sont rendues au cimetière des Chouhada de Berramdane Djamel où elles ont lu la Fatiha et déposé une gerbe de fleurs. Les directions des Moudjahidine et de la Jeunesse et des Sports ainsi que le musée du moudjahid «colonel Ali Kafi» ont organisé, jeudi, des expositions au palais de la Culture et ont honoré les athlètes couronnés lors des diverses manifestations sportives locales et nationales.

Les autres wilayas de l'Est ont également connu la tenue de cérémonies de recueillement à la mémoire des martyrs de la glorieuse Révolution et diverses activités sportives et culturelles.

Cité Boudraâ Salah (Constantine)

Un incendie déclaré dans un atelier d'équipements électroménagers

Un incendie s'est déclaré, il y a quelques jours seulement, dans un atelier de réparation d'équipements électroménagers dans la cité Boudraâ Salah de la ville de Constantine, a-t-on appris auprès de la Direction de la Protection civile de Constantine (DPC). L'incendie a provoqué la destruction d'un lot d'équipements électroménagers, a précisé la cellule de communication de ce corps constitué, qui a également précisé que les

causes du déclenchement du feu n'ont pas encore été identifiées. Deux véhicules de tourisme ont également été totalement endommagés en dépit de l'intervention en temps réel des éléments de l'unité secondaire Abderrahmane Mesanef de la commune de Constantine, a ajouté la même source. Victime d'un choc traumatique, un ouvrier de 26 ans a été secouru sur place par les médecins pompiers avant de l'évacuer au centre hospitalo-

universitaire (CHU) Dr. Benbadis, a-t-on fait savoir. Cet atelier est situé au rez-de-chaussée d'une construction de deux étages dont la partie habitée n'a pas été touchée, a souligné la même source, ajoutant, par ailleurs, que les agents de la Protection civile sont intervenus cette semaine pour l'extinction de deux incendies au niveau d'une unité de production d'aliments pour bétail et d'un atelier de ferronnerie.

Ligue arabe

Peut-on espérer un renouveau ? (I)

Avec la Syrie, le Yémen et la Libye dans la tourmente, avec l'Iran qui défie les Arabes du Golfe pour la maîtrise de la région et avec l'Amérique qui remet en question son rôle de garant ultime de la stabilité, on aurait pu penser que le moment était venu pour la Ligue arabe de s'affirmer.

Au lieu de cela, l'organisme semble s'enfoncer de plus en plus dans l'insignifiance. Son idée de renouvellement, semble-t-il, consiste simplement à remplacer son Secrétaire général octogénaire par un septuagénaire.

Autrefois, elle promettait de lier les différents pays arabes et de forger un super-État, un peu comme Bismarck l'avait fait pour l'Allemagne ou le Risorgimento pour l'Italie. Fondée en 1945, au Caire, alors que l'Égypte était un phare anti-impérial, la Ligue arabe a contribué à la carrière de titans du 20^e siècle, tels que Gamal Abdel Nasser et Mohammed V.

De nombreux dirigeants de la Ligue arabe ont rallié les masses contre la domination coloniale britannique et française, et ont envoyé leurs armées par vagues successives contre Israël.

Nature de La Ligue arabe

La Ligue des États arabes, ou Ligue arabe, est une association volontaire de pays, dont les peuples sont principalement arabophones ou dont l'arabe est une langue officielle. Ses objectifs déclarés sont de renforcer les liens entre les États membres, de coordonner leurs politiques et de les orienter vers un bien commun. Elle compte 22 membres, dont la Palestine, que la Ligue considère comme un État indépendant. L'idée de la Ligue arabe a été lancée en 1942 par les Britanniques, qui souhaitaient rallier les pays arabes contre les puissances de l'Axe. Cependant, la Ligue n'a pris son envol qu'en mars 1945, juste avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. À l'époque, les questions qui dominaient l'ordre du jour de la ligue étaient la libération des pays arabes encore sous domination coloniale et l'interdiction pour la communauté juive de Palestine de créer un État juif.

L'organe suprême de la ligue est le Conseil, composé de représentants des États membres, généralement des ministres des affaires étrangères, leurs représentants ou leurs délégués permanents. Chaque État membre dispose d'une voix, quelle que soit sa taille. Le conseil se réunit deux fois par an, en mars et en septembre, et peut convoquer une session extraordinaire à la demande de deux membres.

Au quotidien, la ligue est gérée par le secrétariat général. Dirigé par un secrétaire général, il est l'organe administratif de la ligue et l'organe exécutif du conseil et des conseils ministériels spécialisés.

L'efficacité de la Ligue arabe a été gravement entravée par les divisions entre les États membres. Par exemple, pendant la guerre froide, certains membres étaient orientés vers l'Union soviétique tandis que d'autres se rangeaient dans



le camp occidental. Il y a eu des rivalités pour le leadership, notamment entre l'Égypte et l'Irak. Puis il y a eu les hostilités entre les monarchies traditionnelles – comme l'Arabie saoudite, la Jordanie et le Maroc – et les nouvelles républiques, ou les États "révolutionnaires" comme l'Égypte de Gamal Abdel Nasser, la Syrie et l'Irak baasistes, et la Libye de Mouammar Kadhafi.

La Ligue a été mise à rude épreuve par l'attaque menée par les États-Unis contre l'Irak de Saddam Hussein, certains soutenant la guerre, d'autres s'y opposant et d'autres encore restant sur la touche. Les décisions prises par la Ligue arabe n'étant contraignantes que pour les membres qui les ont votées, ces divisions ont en fait paralysé la Ligue dans la sphère de la "haute politique". Ainsi, elle n'a pas réussi à coordonner les politiques étrangères, de défense ou économiques, ce qui a rendu complètement inefficaces les documents fondamentaux de la ligue tels que le traité de défense commune et de coopération économique et les organes clés tels que le conseil de défense commune.

Plus récemment, la Ligue a fait preuve d'une plus grande détermination depuis les soulèvements du "Printemps arabe" au début de 2011. Elle a soutenu l'action de l'ONU contre les forces de Mouammar Kadhafi en Libye.

Elle a également suspendu la Syrie en raison de la répression des manifestations nationales, mais sa mission de surveillance à Damas s'est effondrée en raison des divisions entre les États membres qui soutiennent une résolution de l'ONU contre le gouvernement Assad et ceux qui hésitent à "internationaliser" une question arabe.

Lorsque les membres s'accordent sur une position commune, telle que le soutien aux Palestiniens sous occupation israélienne, cela ne va que rarement, voire jamais, au-delà de la publication de déclarations. La seule exception est peut-être le boycott économique d'Israël, qui a été presque total entre 1948 et 1993.

Cependant, la Ligue arabe a été un peu plus efficace à des niveaux inférieurs, comme l'élaboration de programmes scolaires, la préservation de manuscrits et la traduction de la terminologie tech-

nique moderne. Elle a contribué à la création d'une union régionale des télécommunications.

Incapacité à résoudre les problèmes

La Ligue arabe a souvent été critiquée pour son incapacité à résoudre les problèmes sur lesquels repose son existence. Au fil des ans, le cri de ralliement de l'organisme, à savoir "une seule nation arabe avec une mission éternelle", a fait place à des réserves de plus en plus prononcées quant à la pertinence de l'institution.

En 2016, après avoir décidé de reporter le sommet annuel des dirigeants, le Maroc a annoncé qu'il renonçait à accueillir l'événement. Une déclaration du ministère marocain des affaires étrangères indiquait alors que le maintien de l'événement donnerait un faux sentiment d'unité aux États membres : "En l'absence de décisions importantes et d'initiatives concrètes à soumettre aux chefs d'État, ce sommet ne sera qu'une occasion supplémentaire d'approuver des résolutions ordinaires et de prononcer des discours qui donnent une fausse impression d'unité".

"Les dirigeants arabes ne peuvent se contenter, une fois de plus, d'analyser la situation amère des divergences et des divisions sans apporter de réponses décisives".

Seuls sept des 22 dirigeants de la ligue ont assisté à la réunion qui s'est ensuite tenue en Mauritanie. Selon les critiques, l'édition de cette année, à l'instar de celles qui l'ont précédée, ne parviendra pas à combler le fossé politique qui a fini par caractériser l'histoire moderne de l'organisation, la crise actuelle du Golfe ajoutant une nouvelle couche de complexité.

L'échec arabe

Les Arabes ont quasiment échoué dans tous les projets idéologiques et politiques qu'ils ont entrepris au cours des 60 dernières années (à l'exception de quelques succès mineurs ici et là). Tout ce qu'ils ont considéré comme sacré, comme le nassérisme, le nationalisme arabe ou le baasisme, n'a apporté qu'une amère déception. Ils n'ont aucun sentiment de fierté pour leurs réalisations. Ce mélange toxique a produit un état d'esprit complètement pourri. Il

touche l'ensemble du monde arabe, avec de légères différences liées au contexte historique et culturel spécifique de chaque pays. Cette atmosphère putride, couvre tous les segments de la société arabe – tant le grand public que l'élite.

En raison de cette atmosphère nauséabonde, les Arabes abandonnent tout simplement toute raison ou tout respect de soi lorsqu'ils sont confrontés à la possibilité d'un échec ou d'une défaite. Ils ne savent pas comment résister ou réagir aux défis posés à leur existence même, en particulier à la cause palestinienne. Ils sont devenus des spectateurs qui cherchent désespérément des étrangers pour prendre la tête de leur propre destin.

Le mot qui traduit l'humeur du monde arabe actuellement est "Business". On parle de l'augmentation du prix de l'essence, du boom économique qui explose dans tout le monde arabe, des réformes des lois économiques et de la libéralisation de l'économie.

Des mots comme mondialisation et libre-échange sont à la mode aujourd'hui. Tout cela est bon et devrait être fait pour améliorer le niveau de vie des Arabes.

Pourtant, tout le reste se perd dans cette euphorie économique. La solution aux problèmes du monde arabe réside-t-elle dans la création de quelques milliards ?

Le triste déclin d'une organisation autrefois audacieuse

Au cours de ses 75 ans d'histoire, la Ligue des États arabes (LEA), qui compte 22 membres, a décliné en tant qu'organisation – passant d'une organisation qui représente et pousse à une action arabe collective, ciblée et efficace à une simple façade d'institutions inefficaces qui reflètent la désunion qui prévaut dans le monde arabe.

À ses débuts, la Ligue arabe représentait une tentative des États arabes nouvellement indépendants de former une entente après la Seconde Guerre mondiale, une entente qui parlerait au nom des masses arabes émergentes de décennies de subjugation par des puissances étrangères.

(A suivre)

Dr Mohamed Chtatou

FESTIVAL NATIONAL UNIVERSITAIRE DU COURT-MÉTRAGE

OUVERTURE À BATNA DE LA 7^e ÉDITION

La 7^e édition du Festival national universitaire du court-métrage a été ouverte, jeudi soir, à la résidence universitaire des frères martyrs Halissi à Hamla-1 dans la ville de Batna. Le coup d'envoi de cette nouvelle édition, qui prendra fin le 19 février courant, a été donné par la projection du court-métrage «Kabla Aoual Ardh» de son réalisateur, l'étudiant Abdelkader Bayoucef, de la résidence universitaire Ahmed Draia d'Adrar. Cette édition verra la participation de 14 courts-métrages qui concourront pour huit prix, tandis que 8 films sont hors compétition et soumis au vote du public des universités et des directions des œuvres universitaires de 22 wilayas, a précisé à l'APS le chargé d'information et de la programmation du Festival, Ali Djari, soulignant que cette manifestation culturelle est organisée par la direction des œuvres universitaires Batna-Bouaguel. La projection des courts-métrages se déroulera à distance en raison de la situation sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, selon la même source, qui a affirmé que le Festival a été lancé sous le slogan «Créativité cinématographique avec une touche estudiantine». Un jury composé d'universitaires et d'artistes spécialisés dans le domaine, sélectionnera les meilleurs films en lice, a-t-on relevé, soulignant que les noms des lauréats seront annoncés samedi, tandis que les prix seront remis aux vainqueurs le 19 mai prochain à l'occasion de la Journée de l'étudiant. Plusieurs artistes dont Fatiha Soltane, Hakim Dekkar et Fatima Belhamissi ont été conviés à ce rendez-vous culturel qui sera marqué par l'organisation d'ateliers de formation sur l'art du court-métrage au profit des étudiants.

R. C.

JOURNÉE NATIONALE DU CHAHID

Une troupe de la Garde républicaine anime un concert

Une troupe de la Garde républicaine a animé, jeudi, à la salle cinéma «Afrique» à Alger un concert musical à l'occasion de la commémoration de la journée nationale du Chahid qui coïncide avec le 18 février de chaque année. Le public a apprécié divers morceaux musicaux du patrimoine algérien mais aussi les chants de la révolution. Organisé par l'Assemblée populaire communale (APC) de Sidi M'hamed en collaboration avec le haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), ce concert s'inscrit dans le cadre des festivités officielles commémorant la journée du Chahid.

R. C.

Générale de «Nefna wa la yefna El Watan»

Une expérience scolaire soutenue par le TNA



Monté et produit par le Lycée Reguig-Hammoud-Ibn El Aid dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah sous la houlette de son chef d'établissement Smail Allali, le spectacle s'est renforcé avec le soutien du TNA entré en collaboration dans ce projet pédagogique avec une assistance portée sur les costumes, la scénographie et la mise en scène. «Nous œuvrons à donner une impulsion au Théâtre scolaire pour découvrir de nouveaux talents et encourager la pratique du 4^e art», a estimé le directeur du TNA, Mohamed Yahiaoui, présent à la cérémonie avec les comédiens et metteurs en scène, Nidal El Djazairi et Brahim Chergui. La «redynamisation du Théâtre dans les établissements scolaires», est une des «orientations récemment réitérées, tant au niveau de notre tutelle que celle du secteur de la culture et des arts», a appuyé Smail Allali, avant l'entame de la cérémonie, ouverte avec l'hymne national algérien. Écrit et

La pièce de théâtre «Nefna wa la yefna El Watan», une expérience scolaire soutenue par le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) qui traite d'une tragédie historique à travers le sacrifice d'un groupe de martyrs de la révolution, a été présentée jeudi à Alger à l'occasion de la Journée du Chahid, célébrée le 18 février.

mis en scène par la conseillère d'éducation de l'établissement, Faiza Karoun, sur une idée du film du regretté, Ammar Laskri (1942-2015), «Patrouille à l'Est» (1975), le spectacle, alterné par la diffusion de chansons patriotiques et documents vidéos sur la guerre de libération nationale, raconte l'histoire d'un groupe de martyrs, tombés au champ d'honneur, non sans avoir accompli leur mission. La conception du spectacle a été renforcée par les orientations et les recadrages de la célèbre comédienne et metteuse en scène, Nidal El Djazairi, représentant le TNA, qui a complété le travail de Faiza Karoun, en prodiguant, lors des dernières répétitions, de précieux conseils aux comédiens, sur,

entre autre, la diction du texte, la manière de jouer, la gestuelle et les déplacements, autant d'éléments dans la direction d'acteur, nécessaires à la crédibilité du comédien dans son jeu. D'un autre côté, le président de l'association culturelle pour le théâtre, les «Cadets de Aïn Benian», Mustapha Alouane est lui aussi venu généreusement à la rescousse, en aidant d'abord à restructurer la trame, puis en assurant la bande son et la projection sur grand écran de photos des glorieux martyrs de la révolution algérienne. «Notre devoir est de tendre la main à ces jeunes pour les aider à progresser dans leurs passions artistiques», explique Mustapha Alouane, visiblement

«heureux d'apporter sa contribution à la réussite de ce spectacle». Entre comédiens, narrateur, conteur et chanteurs, le spectacle a brillamment été servi par les jeunes lycéens, Raifa Amani, Amina Kouachi, Fatma Zohra Benslimane, Selma Messaoud, Maya Ganoun, Widad Kahl Erras, Aziz Ketreb, Mohamed Abdelmalek Lemoune, Oussama Berrechdal, Raouf Bahous, Fateh Dahmani, Abderraouf Boularouk, Wail Ahfir et Zakaria Ousrine.

A l'issue de la cérémonie, le directeur du TNA s'est engagé à «accompagner», en matière de formation, le lycée Reguig-Hammoud-Ibn El Aid, en accueillant ses encadreurs et ses élèves au TNA et en mettant ses responsables en contact avec des organisations culturelles, à l'instar de l'Ecole supérieure des Beaux-Arts d'Alger (ESBAA), l'Institut national supérieur de musique (INSM), ou encore le Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (CNCA).

R. C.

Palais des Rais-Bastion 23

Une statue du Rais Ali Betchine bientôt à Alger

Une statue en hommage au Rais Ali Betchine (Aldo Piccinin), réalisée en Italie en marbre de Massa, sera bientôt exposée au Centre des arts du Palais des Rais-Bastion 23, à l'occasion des 400 ans de la construction de la mosquée «Ali-Bitchin» dans La Basse Casbah d'Alger, dont la célébration est prévue le 4 mars prochain, annonce le centre. Cette sculpture représentant Ali Betchine et son épouse Lallahom Belkadi, princesse de Koukou, symbolise une autre traversée de ce jeune esclave italien, capturé au XVI^e siècle à Massa en Toscane (centre ouest de l'Italie), puis adopté par son maître à Alger, avant de se convertir à l'Islam sous le nom d'Ali Betchine et connaître une ascension fulgurante dans la hiérarchie, jusqu'à devenir le «Lion des mers» régnant sur la Méditerranée. Cette statue a été réalisée par les élèves du lycée artistique «Felice Palma» sous la conduite de l'artiste Alessandro Mosti sur la base d'une conception de l'élève, Giulia Vatteroni, suite à un projet lancé en 2018 par le chercheur et écrivain Riccardo Nicolai qui avait publié entre autres «Ali Betchine, amour et magie de la Méditerranée» et «Ali Bitchin,

pour l'amour d'une princesse». Plusieurs vidéos ont été postées sur les réseaux sociaux, montrant les phases de conception et de réalisation de cette statue ainsi que les derniers préparatifs avant sa livraison. La statue a été présentée pour la première fois lundi 24 janvier 2022 à Massa en présence de l'ambassadeur d'Algérie à Rome, Abdelkrim Touahria, la consulé générale d'Algérie à Milan, Nassima Hocine, les élèves du lycée artistique «Felice Palma» et des autorités locales de la ville de Massa. La statue de Ali Betchine, perçue comme un fort symbole des relations amicales de longue date entre l'Algérie et l'Italie, a été conçue et réalisée dans le marbre de Massa, matériau noble qui avait motivé les échanges, alors initiés par Ali Bitchin, entre la Toscane et El Djazair, pour son importation. Depuis les années 1600, le marbre de Massa orne les mosquées et palais de La Casbah d'Alger. En collaboration avec son frère Alberto, Riccardo Nicolai avait déjà offert aux lecteurs Algériens trois livres dédiés à la fantastique histoire du Rais Ali Bitchin et de son épouse



Lallahoum, d'où il a tiré le scénario de la pièce de théâtre présentée en 2018 à Alger, «Ali Bitchin, pour l'amour d'une princesse», mise en scène par son frère.

R. C.

Mondial-2022

Toutes les dispositions sont prises pour réussir le stage de la Guinée équatoriale

Toutes les dispositions ont été prises en vue de permettre à l'équipe nationale de football de bien préparer ses deux matches contre le Cameroun fin mars prochain pour le compte des barrages qualificatifs pour la Coupe du monde 2022 au Qatar, a indiqué jeudi à Oran le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrazak Sebtag.

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection des structures sportives concernées par les Jeux méditerranéens prévus l'été prochain dans la capitale de l'Ouest, le ministre a assuré qu'il suivait de près, par le biais de la Fédération algérienne de la discipline, «les dispositions nécessaires pour permettre à l'Equipe nationale de bien préparer sa double confrontation face au Cameroun». Sebtag, qui était accompagné du ministre des Transports Aïssa Bekkaï, a fait savoir à cet égard avoir pris attache avec son homologue de la Guinée équatoriale, pays qui



Le MJS marque de près les Verts.

(Photo > D. R.)

accueillera le stage des «Verts» quelques jours avant de se rendre au Cameroun pour affronter les «Lions Indomptables» le 26 mars en match aller des barrages. «Nous cherchons à mettre notre sélection dans les conditions possibles, aussi bien sur le plan matériel que psychologique, pour permettre aux joueurs de bien se pré-

parer pour le tour décisif. C'est dans cette optique d'ailleurs que le nouveau manager général des Verts, Djahid Zfizef, s'est rendu en Guinée équatoriale», a-t-il déclaré. Sebtag a émis, au passage, le souhait de voir la sélection nationale «fournir deux grandes prestations pour décrocher le billet qualificatif au Mondial et nous faire oublier

la déception de la Coupe d'Afrique des nations qui reste à nos yeux un simple accident de parcours auquel est exposée n'importe quelle équipe, grande soit-elle». Par ailleurs, le même responsable a réaffirmé que le prochain Championnat d'Afrique des joueurs locaux se tiendra bel et bien en Algérie en janvier 2023, soulignant que ce qui a été récemment émis par le gouvernement de la Côte d'Ivoire concernant l'annonce de l'accueil de ce pays de cette épreuve, dont l'organisation avait été précédemment accordée à l'Algérie par la Confédération africaine de football, est «juste une erreur, comme cela m'a été confirmé personnellement par le ministre ivoirien des Sports, lors de la communication que j'ai eue avec lui». Concernant ce rendez-vous, que l'Algérie accueillera pour la première fois de son histoire, le ministre a rassuré que les stades désignés pour abriter l'événement «seront prêts», informant qu'un plan B, qui comprend d'autres stades auxquels les organisateurs auront recours en cas de nécessité, a été élaboré, a-t-il dit.

R. S.

Championnat d'Afrique handball (U20)

Les Algériennes en mission difficile à Conakry

La mission de la sélection féminine algérienne de handball des moins de 20 ans (U20), engagée à la 28^e édition du Championnat d'Afrique des nations de la catégorie (19-27 février) à Conakry (Guinée), s'annonce «difficile» après une préparation «perturbée» par la pandémie mondiale de Covid-19, a estimé la sélectionneuse nationale, Djamilia Naili Daouda. «Notre mission à Conakry s'annonce difficile face aux meilleures nations africaines qui sont en évolution permanente, contrairement au handball féminin algérien qui est en chute libre ces dernières années. Notre premier objectif est de permettre à nos juniors de se frotter au niveau africain avant de passer en seniors et tout faire pour représenter dignement les couleurs nationales», a déclaré à l'APS, Djamilia Naili Daouda avant le départ de la délégation algérienne à destination de la capitale guinéenne. La sélectionneuse nationale a indiqué que la préparation de son équipe, qui avait débuté en août 2021, a été perturbée par la pandémie de Covid-19 et la fermeture des infrastructures sportives à cause de la recrudescence des cas positifs en Algérie. «Nous avons repris la préparation fin décembre avec la programmation de trois stages avant notre départ pour Conakry, ce qui est insuffisant pour une compétition de cette envergure. Lors de ce dernier mois, nous

avons également disputé trois matches amicaux face à des clubs de la division Excellence : le MC Alger, le NRKG Alger et le CHB Bachdjarah», a-t-elle précisé. Concernant les futurs adversaires de l'Algérie dans le groupe B, à savoir, la Guinée, la Tunisie (tenante) et la Nigeria, Daouda a indiqué «n'avoir aucune information sur le niveau de ces équipes», soulignant que la qualification au dernier carré sera difficile à obtenir. «Nous avons été versés dans un groupe compliqué avec la Guinée, pays hôte, et la Tunisie tenante du titre. Nous allons aborder la compétition match par match pour essayer de décrocher une des deux places qualificatives aux demi-finales», a-t-elle dit. Le Sept algérien, à pied d'œuvre à Conakry depuis jeudi, débutera la compétition le samedi 19 février face à la Guinée avant d'enchaîner contre la Tunisie le dimanche 20 février et la Nigeria le mardi 22 février. Le groupe A est composé de l'Angola, de l'Egypte, de la Zambie et du Burkina Faso. Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les demi-finales prévues le 24 février, alors que la finale aura lieu le 26 février. Le Championnat d'Afrique des nations des U20 est qualificative pour le Championnat du monde de la catégorie prévu en juin 2022. Liste des 18 joueuses retenues : Amel Touati (gardienne de but), Lana Salhi (GB),

Ines Saadi (GB), Lyna Bakouche, Wissal Kerbachi, Tinhinene Kenzi, Rania Smati, Bouchera Teldi, Raihana Remili, Nourhane Laaziz, Chaima Mokrani, Celina Kenzi, Sarah Mellal, Maroua Bakouche, Sarah Abdessetar, Narimene Atmani, Dounia Laazizi et Maroua Babaci.

BeIN Sports

Bientôt un bureau à Alger

Le réseau médiatique sportif qatari «BeIN Sports» ouvrira bientôt son bureau à Alger, dans le cadre du renforcement des relations bilatérales dans le domaine des sports et de l'audiovisuel en concomitance avec les préparatifs en cours de la 19^e édition des Jeux méditerranéens prévus à Oran cet été. Pour rappel, le président du Conseil d'administration du réseau qatari «BeIN Sports» et président de Qatar Sports Investments, M. Nasser Al-Khelaifi avait été reçu le 8 février par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. «J'ai été honoré de rencontrer le président de la République dans un climat excellent et fructueux. Si Dieu le veut ça sera le début de relations communes avec les sociétés BeIN Sports», avait déclaré M. Nasser Al-Khelaifi à l'issue de l'audience.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune entame, samedi, une visite d'Etat de deux jours au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, indique un communiqué de la Présidence de la République. Cette visite, «s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations fraternelles entre les deux peuples frères et de la promotion de la coopération bilatérale, en consécration des relations solides et séculaires unissant les deux peuples et les dirigeants des deux pays», souligne le communiqué.

Ligue des champions

L'ESS se fait piéger par le RAJA

Les écarts commencent à se creuser. Le Raja Casablanca a ainsi enchaîné à Alger, au stade 5-Juillet une deuxième victoire consécutive en s'imposant face à l'ES Sétif (1-0). Une rencontre très plaisante à suivre, où la sportivité était au cœur de ce duel d'un excellent niveau. Un but signé par Mohamed Zrida (71^e) en seconde période, offre à son équipe les trois points qui la place en première position au classement du groupe. Les Algériens ne se sentent pas dimi-

nuer au contraire, l'entraîneur sétifien avouera que la partie était d'un très bon niveau et que son équipe a produit le jeu qu'il fallait, mais dans le football, il faut s'attendre à des détails qui peuvent te faire échouer, le match retour sera très animé et nous espérons revenir au score et rentrer avec une victoire. Sétif se fait donc rejoindre à la 2^e place par les Sud-Africains d'Amazulu, vainqueurs d'Horoya (1-0) sur un but de Luvuyo Memela (31^e).

EN DEUX MOTS

CAN féminine 2022 L'Algérie attendra le match retour pour espérer

L'Algérie, après sa balade contre le Soudan (14-0 puis forfait), a cette fois hérité d'un gros morceau, l'Afrique du Sud, quelle a affronté ce vendredi à l'occasion du dernier tour aller des éliminatoires de la CAN féminine 2022, les Fennecs dames se sont inclinées 2-0 face au finaliste de la précédente édition. Hildah Magaia a trouvé la faille pour les Banyana Banyana avant la mi-temps (40'), puis Thembi Kgatlang a inscrit à la 89^e minute un but qui fait mal aux Algériennes avant la manche retour mercredi au stade Omar-Hammadi de Bologhine. Dans le choc du jour, le Nigeria, triple tenant du titre, clou la Côte d'Ivoire sur le score de 2-0. Le Cameroun, 8^e de finaliste du dernier Mondial étouffe la Gambie 8-0. Grosse surprise en revanche avec la Tunisie, qui n'a participé qu'à une seule CAN surclassé la Guinée Equatoriale, sur le score sans appel de 5-0. Les matchs retours seront au programme dès la semaine prochaine et on connaîtra les 10 derniers qualifiés pour la phase finale. ■



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44 / 6710.46 Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles. Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication : **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki** Directeur commercial : **Ouahid Kouba** Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPAL** Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages Oran : **SIO**. Constantine : **SIE** Diffusion centre : **SEDICOM**. Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail : **lnr98redaction@yahoo.fr** / E-mail pub : **lnr98publicite@yahoo.fr** - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19. Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

en direct

BelN Sports

Bientôt un bureau à Alger

le match à suivre

Ligue des champions

L'ESS se fait piéger par le Raja

football

CAN féminine 2022

L'Algérie attendra le match retour pour espérer

Coupe du monde 2022

Le changement de dates n'influe pas sur le moral des Verts

→ La Fédération internationale de football (FIFA) vient, une nouvelle fois, provoquer les esprits des sélections en annonçant les nouvelles dates, horaires, et les stades des matches barrages Algérie - Cameroun.

On ne sait toujours pas si ces nouvelles dates annoncées par la FIFA pour ce match aller Cameroun-Algérie sont officielles, ou alors un ballon d'essai. En attendant, les Verts aux «sont prêts pour la date qui sera annoncée».

Rester concentrés, précis, mobilisés

Cette rencontre qui cherche à s'exprimer dans un climat de détente, de sportivité et de professionnalisme, risque de perdre son charme et de se dérouler dans une ambiance qui n'est pas celle souhaitée par le monde sportif. La qualification est aux pieds des joueurs professionnels. Ils fouleront la même pelouse qu'ils avaient foulée durant l'ensemble des matches de la Coupe d'Afrique des Nations 2021, mais, c'est encore une nouvelle carte qui sera remise en jeu, elle concerne, non seulement l'équipe la plus chanceluse, mais aussi celle qui aura le plus de force mentale, de capacité à rester concentré, précis, exigeant, à résister à la fatigue, au découragement, à la résignation, aux bévues des siens et à la domination des autres.

Les Verts connaissent le terrain

En attendant, les hommes de Djamel Belmadi se préparent, connaissent leur plan de vol et le programme de préparation, s'ajustent au fur et à mesure des informations qui arrivent de Suisse, plutôt du siège de la FIFA. Les



■ Les Verts concentrés et mobilisés pour la qualification au Mondial-2022.

(Photo : D. R.)

déclarations autour de cette rencontre se font rares, pas besoin de commenter sur ce sujet qui tient à cœur toute la Nation. Ce qui se murmure çà et là est que chaque élément connaît son rôle, comment le jouer, avec quelle technicité et avec la même vision du jeu. Ce que l'on sait c'est que l'équipe nationale affrontera son adversaire sur la pelouse du stade omnisports de Japoma, à Douala le vendredi 25 mars 2022 18h (heure algérienne), alors que le match retour aura lieu au stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida le mardi 29 mars à 20h30.

«La partie ne sera pas facile»

S'exprimant sur cette rencontre qui perturbe les Lions Indomptables, Riadh Mahrez dira «c'est vrai que ce ne sera pas une promenade de santé au Cameroun, la partie sera très difficile et elle se jouera sur un détail, mais contrairement aux matches joués lors de la CAN, notre déplacement sera nettement différent. Nous reviendrons, Inchallah, avec un résultat qui fera retrouver le moral à tous... L'objectif est de faire la différence au Cameroun. Assurer quasiment la qualification». Enfin, il faut savoir que «toutes les dis-

positions ont été prises en vue de permettre à l'équipe nationale de football de bien préparer ses deux matches contre le Cameroun fin mars prochain pour le compte des barrages qualificatifs pour la Coupe du monde 2022 au Qatar», a indiqué jeudi à Oran le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrazak Sebga.

H. Hichem

■ EPTV : JSS - Royal Leopards à 20h

■ BelN Sports 2 : Udinese - Lazio Rome à 20h45

La Der

Jeux méditerranéens-2022 : Le président du CIJM en visite à Oran

Une délégation du Comité International des Jeux méditerranéens (CIJM), conduite par son président l'italien, Davide Tizzano, est arrivée vendredi à Oran pour examiner les préparatifs de la ville pour accueillir la 19^e édition des JM, a-t-on appris du comité d'organisation de cet événement sportif.

Il s'agit de la première fois que M. Tizzano se rend en Algérie depuis son élection, il y a quelques mois, à la présidence du CIJM, succédant à l'Algérien Amar Addadi. Le premier responsable du Comité international des Jeux méditerranéens, qui était accompa-

gné du secrétaire général de ce même Comité, le Grèc Iakovos Filppousis, a tenu, quelques heures après son arrivée dans la capitale de l'Ouest du pays, une réunion avec le commissaire des Jeux, M. Mohamed Aziz Derouaz, et les responsables des différentes commissions du Comité d'Organisation des JM, a-t-on indiqué de même source.

La délégation du CIJM devrait profiter de l'occasion pour visiter les installations sportives et hôtelières désignées pour les Jeux méditerranéens, en plus de tenir des réunions avec le Comité d'organisation

pour avoir une idée précise sur l'avancement des préparatifs sur le plan organisationnel, a-t-on encore ajouté.

Pour rappel, M. Derouaz s'était déplacé, il y a quelques semaines en Italie, où il a rencontré le président du Comité International des Jeux méditerranéens sur invitation de ce dernier, après que M. Tizzano n'ait pu assister au forum international organisé par le comité d'organisation de la 19^e édition des Jeux à Oran à la mi-décembre dernier.